

que le gouvernement dit au peuple: «Vous ne savez pas dépenser votre propre argent. Nous nous en occuperons à votre place». Ainsi tout dans la politique actuelle conspire à refuser à l'individu le droit de prendre ses propres décisions et de vivre sa vie selon son idée.

Pour ce qui est de la politique fiscale, le ministre s'abrite derrière le fait que la Commission Carter n'a pas présenté son rapport. Je pense que le gouvernement se sert de ce rapport comme d'un bouclier. Il n'y a aucune raison pourquoi il ne prendrait pas des mesures pour aider les Canadiens. Au lieu de cela, le gouvernement se cache derrière ce rapport et présente des excuses. Nous espérons que le rapport de la Commission paraîtra bientôt.

Étant donnée la limite convenue pour le débat, et le temps supplémentaire que la Chambre a bien voulu m'accorder, je termine mes observations. Cependant, je tiens à m'opposer fermement aux politiques suivies par le gouvernement en traitant de certains de nos problèmes nationaux, et je m'oppose à l'absence de toute politique en ce qui a trait à d'autres questions importantes pour le peuple canadien.

M. J. G. Lind (Middlesex-Est): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de vous féliciter de votre nomination au poste d'Orateur de la Chambre. Tous ceux à qui j'en ai déjà fait part ont loué votre compétence à traiter des situations difficiles avec rapidité, justice et méthode.

Je tiens à remercier notre ministre des Finances (M. Sharp) d'avoir présenté à la Chambre un exposé budgétaire sage et adapté à nos besoins actuels. La tâche du gouvernement est de maintenir la plus longue période d'expansion économique dans l'histoire de notre pays et, par conséquent, nous devons freiner notre expansion afin de sauvegarder la croissance ininterrompue de notre économie. Le magazine *Time* dit ceci:

Ce budget anti-inflationniste a été abondamment loué par les journaux et les entreprises.

J'ai vérifié la réaction d'un bon nombre de mes commettants devant ce budget. Un agriculteur a dit: «Le budget ne nous a pas fait de mal, mais c'est Joe Greene qui a certainement sauvé notre peau.» Suivant un homme d'affaire, le budget combattrait l'inflation et lui-même ne s'en trouvait pas frappé trop durement; il s'était attendu à une hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers mais il approuvait l'impôt remboursable de 5 p. 100 sur le revenu des sociétés. «Dans l'ensemble, a-t-il dit, ce budget devrait atténuer l'inflation.» Je vais citer un passage d'un article qui a paru dans le *Globe and Mail* du 5 avril:

En général, les économistes apprécient l'impôt remboursable, qu'ils considèrent comme le moyen peut-être le plus subtil qu'Ottawa ait inventé à notre époque pour diriger l'économie.

Que pense de ce budget l'homme de la rue? J'ai discuté de la question avec maintes personnes. D'après la majorité, ce budget n'apporte rien de pénible; puisqu'on pense que le ministre saura enrayer l'inflation, pourquoi, alors, ne pas exiger davantage de ceux qui sont plus fortunés! Cette façon intelligente de redistribuer le fardeau de l'impôt, contribuera à enrayer ou à atténuer l'inflation sans compromettre la courbe ascendante dans le domaine des affaires.

Je crois que les députés et le gouvernement devraient concevoir le Parlement, ainsi que le monde canadien des affaires, en fonction du concept d'intégrité, de son sens et de sa valeur. Colton a dit, un jour:

Rien n'est plus déroutant pour celui qui vit d'intrigues et de fourberies que la franchise et la simple intégrité d'autrui.

Intègre veut dire, d'après le dictionnaire, d'une très grande probité, intact, incorruptible. Un homme intègre est un homme respecté; en tant que députés, nous devons être, il me semble, des hommes et des femmes respectés. Si nous ne voulons pas glisser dans les bas-fonds des États totalitaires, il nous faut, je crois, réaffirmer les principes qui animaient nos ancêtres et nos prédécesseurs. La valeur d'un homme ne se mesure ni à sa popularité ni aux applaudissements qu'il reçoit du public. Ce qui a le plus d'importance pour les députés, c'est qu'ils dirigent les affaires du pays avec intégrité. Nous sommes les gardiens d'un dépôt précieux et, à ce titre, si le bien du pays l'exige, nous devons avoir le courage de prendre des initiatives impopulaires, sans jamais rechercher notre propre intérêt. En tant que dirigeants du monde canadien des affaires, chargés des intérêts de ce pays, nous devons toujours faire preuve d'intégrité.

Certains députés accueilleront cette recommandation avec cynisme, mais il n'est pas trop difficile à un homme pensant de constater la valeur pratique de l'honnêteté. Elle est efficace, économique, parfois difficile à pratiquer, mais apportant en récompense la sérénité.

J'aimerais signaler au ministre des Finances et au gouvernement un élément que j'appelle l'érosion de notre assiette fiscale par les échecs financiers—à savoir les faillites. Le gouvernement n'a pas cessé de s'occuper de cette situation mais je l'exhorte à montrer plus d'ardeur pour sauver le consommateur, le cultivateur, l'homme d'affaires, et les sociétés, des pertes énormes découlant des faillites qui, l'an dernier, ont dépassé 500 millions de dollars au Canada.